

Les mille sources de la Colère

N° 145

MAI 2021

EDITO

Le budget total des politiques sociales est d'environ 109M € pour 2021. Dans ce budget, figurent les subventions aux associations du MEFR, dont la subvention allouée à l'association EPAF pour 24M €. Cette subvention permet de réduire le coût des séjours pour les agents du ministère. Le parc EPAF est composé de 19 résidences, la plupart sont des résidences hôtelières, sont situées le plus souvent en bord de mer, mais aussi à la montagne, le reste étant des locations. Le montant La valeur totale de ce biens évaluée par la Direction Immobilière de l'Etat se situe entre 46M € et 55M €.

Depuis plusieurs années, l'État n'assume plus son rôle et n'effectue pas les travaux demandés par les représentants des usagers, des personnels et le comité de direction de l'association. Or, certaines résidences auraient besoin d'être aménagées pour les rendre plus fonctionnelles et agréables. Les travaux de rénovation ont été évalués par un cabinet d'architectes à environ 19M €. Plusieurs audits, missions, ont été demandés par le secrétariat général du ministère, que ce soit par des cabinets privés ou encore par l'Inspection Générale des Finances. Une mission est également en cours sur les politiques sociales au ministère par la Cour des Comptes.

La décision prise par le ministère est tombée : vente de tout ou partie du parc EPAF !

Qui est concerné ? Tous les agents du ministère ainsi que les établissements ou administrations ayant des conventions avec le MEFR.

Qui risque un plan social d'entreprise ? Les 155 salariés de droit privé ainsi que la réintégration pour la trentaine de fonctionnaires.

Depuis 1936 et grâce au Front populaire, les salariés, les fonctionnaires, actifs ou retraités ont droit aux congés payés. L'association Éducation Plein Air Finances (EPAF), créée en 1956 et régie par la loi du 1er juillet 1901. s'est vu conférer par l'arrêté du 18 décembre 2001 à titre exclusif l'organisation et la gestion des prestations relatives aux vacances, loisirs des enfants et des adultes dans des centres du domaine privé de l'État donnant à toutes et tous l'occasion de partir en vacances, seul ou en famille.

Comme pour nos missions, Bercy veut tout brader, conseillé et orienté par des cabinets spécialistes dans l'optimisation fiscale...Optimisation ou évasion ? Là elle la question !

NOUS REVENDIQUONS LE DROIT AUX VACANCES POUR TOUTES ET TOUS !

alors que le choix de l'administration est de brader les résidences de vacances et le tourisme social auquel nous tenons tant. Ne laissons pas le tourisme marchand remplacer le tourisme social!

J'adhère en ligne à la CGT Finances Publiques >> ICI <<

Contacts

mail cgt.ddfip19@dgfip.finances.gouv.fr

tél : 07 66 81 95 30

Ca passe ou ça CDAS

13 avril, le CDAS était convoqué en audio conférence à 9h00. A 9h25, la direction appelait chaque membre pour lui communiquer de nouveaux identifiants. A 9h30, la présidente du CDAS ouvrait la séance, sans même s'excuser pour son retard, ni daigner répondre à notre déclaration liminaire qui constitue l'édito de ce mois. Espérons que ce désagrément ne devienne pas une habitude, comme l'omission des pièces jointes...

La campagne de haute voltige a commencé

15 secondes pour décrocher, impossibilité de transférer les appels vers le bon interlocuteur, pas le droit de dire que l'on répond depuis la Corrèze, e-contacts attribués le week-end, note départementale et brochures arrivées in extremis, usagers racolés en toute confidentialité sur le trottoir pour leur proposer des rendez-vous, les trésoreries qui doivent de nouveau renseigner pour l'impôt... A tous les ans sa peine. Et puis...comme le NRP n'est pas passé, il n'y aura pas d'agent des Finances Publiques pour assurer la permanence dans les Établissements labellisés France Service...Pourtant l'ex préfet et l'ex numéro 1 précisaient que la présence d'un guichet était déterminante pour l'obtention du précieux label. Les usagers, quant à eux, ont dû être heureux de lire dans la presse que notre direction estimait qu'ils se déplaçaient pour pas grand chose. Un peu comme le quidam qui fait venir le plombier pour une simple fuite de robinet, ou un couvreur pour des infiltrations d'eau : tout le monde doit être capable de se débrouiller seul !

Je reviens vers Doubs

La masse salariale du département s'allège considérablement : notre intérimaire s'en va rejoindre ses lointaines contrées. Nous retiendrons de son passage sa politique du « silence assumé » et son immobilisme déconcertant. Et pis c'est tout.

Interstellaire

Les cessations d'entreprises d'un SIE Corrèzien vont bon train. Non, la Covid n'y est pour rien. Défaillants, NPAI, difficultés de recouvrement, la solution miracle a été trouvée: L'on cesse purement et simplement les dossiers, à l'encontre de toute considération légale et sans prise en compte des répercussions que cela peut avoir, à tous les niveaux. Amélioration des stats, problèmes d'effectifs, peu importe : c'est en dehors des clous, encore un effet pervers des fusions !

La minute du Docteur Cyclopède

Votre distributeur de tickets est en panne et sa réparation coûte les yeux de la tête? Comme en 2019, faites venir un ministre et la réparation sera faite en un tour de main !!!

Peau de banane

A l'occasion du DUERP, la direction a tenté de proposer, en guise de mesure de prévention, le NRP comme solution au mal être des agents. Insidieux, malhonnête, mensonger, les mots ne manquent pas, comme notre détermination à dénoncer ces pratiques et à les combattre. Quand on sait que dans une autre réunion la direction précisait qu'elle mettrait en place le NRP, contre l'avis général, mais sans savoir comment, on ne peut que trembler pour notre futur.

L'écho des bananes

Après avoir détruit les CAP et inquiet d'une flambée éventuelle des procédures contentieuses au Tribunal Administratif, Bercy veut mettre en place un « médiateur RH ». À ce stade, ni le nombre de médiateurs, ni leur positionnement, ni l'étendue de leur périmètre d'action n'est défini. En attendant l'arrêté d'application, on ne peut qu'être dubitatif sur ce « nouveau mode de gestion des conflits » et se demander où s'arrêtera la neutralité du médiateur, choisi par l'administration. C'est au passage, la démonstration par l'absurde de l'utilité des CAP et syndicats.

Water? Closed!

Les travaux du CFP de Brive seront l'occasion, par l'adjonction d'une simple cloison, de priver de WC les usagers. Les plus charitables ne manqueront pas d'ânonner que les sanitaires à destination du public ne sont pas une obligation : certes, mais cela ne va pas aider à détendre les visiteurs qui sont parfois sous pression et se soulagent sur le parking. Certaines collègues du SIP se demandent, d'ailleurs, si elles ne vont pas devoir rejoindre les usagers...

Une fois les travaux achevés

